



Le regard des Français de l'hexagone sur l'Outre-Mer

Enquête « miroir » auprès des Français de l'hexagone originaires et non-originaires d'Outre-Mer

A l'occasion de la 5^{ème} édition de la JOMD (Journée Outre-Mer Développement) qui se tiendra le 11 avril 2015, les organisateurs de cet événement ont souhaité une enquête permettant de mieux connaître **le regard que portent les Français de l'hexagone sur les départements et territoires d'Outre-Mer.**

Voici les principaux enseignements de l'enquête.

Les Français de l'hexagone éprouvent majoritairement de la sympathie pour les territoires d'Outre-Mer et leurs habitants

- **Les trois quarts des Français de l'hexagone éprouvent des sentiments positifs pour les territoires d'Outre-Mer** : 61% d'entre eux expriment de la « sympathie » et 16% un véritable « attachement » pour les territoires ultra-marins. A peine 21% des Français non-originaires d'outre-mer se déclarent « indifférents » à l'égard de ces territoires qui peuvent leur paraître lointains et seule une infime minorité (2%) assure éprouver de « l'hostilité » à leur égard.

Dans le détail des résultats, on note que ces sentiments positifs (« sympathie » et « attachement ») sont d'autant plus forts que les personnes interrogées se situent dans les catégories les plus âgées, les plus aisées et les plus diplômées de la population tout en étant sensiblement plus élevés que la moyenne chez les sympathisants de gauche.

- **Cette sympathie pour les territoires d'Outre-Mer est encore plus forte à l'égard de leurs habitants** : 81% des Français d'origine métropolitaine expriment de la sympathie à l'égard de leurs concitoyens originaires d'Outre-Mer, près d'un quart d'entre eux (24%) exprimant même « beaucoup de sympathie » à leur égard. A contrario, ils sont seulement 8% à ne pas éprouver de sympathie à leur égard et 11% à n'avoir ni sympathie, ni antipathie.

Des territoires d'Outre-Mer qui apparaissent moins en retard économique que dans le passé...

- Contrairement à ce que l'Ifop avait pu observer il y a dix-sept ans lors d'une première enquête sur le sujet auprès de l'ensemble des Français, **l'image des territoires d'Outre-Mer apparaît de moins en moins marquée par leur retard économique** : à peine un Français de l'hexagone sur deux (53%) estiment qu'ils sont « en retard sur le plan économique », contre plus des deux tiers (70%) en 1998. De même, ils sont de moins en moins nombreux à penser que ces territoires « vivent principalement des subventions et des aides de la Métropole » (53%, contre 64% en 1998).

L'idée selon laquelle ces collectivités « coûtent cher aux contribuables » reste d'ailleurs minoritaire chez les Français de l'hexagone (46%, contre 44% en 1998), sachant que leur point de vue sur ce sujet n'est pas plus critique que celui des Français originaires d'outre-mer (49%). En revanche, on observe **un certain clivage entre eux sur la question du régime fiscal spécifique aux collectivités ultra-marines** : si la majorité des ultra-marins d'origine (57%) estime que « l'isolement et l'éloignement des Territoires d'Outre-Mer justifient un régime fiscal favorable à l'investissement », les Français d'origine métropolitaine sont plus partagés (48%).

Les Français de l'hexagone s'accordent également autour de l'idée que les territoires d'Outre-Mer présentent pour la France un intérêt touristique et stratégique non négligeable : 82% estiment que lui permettent d'avoir « un domaine maritime et un potentiel touristique considérables », 70% pensent qu'ils « contribuent à son rayonnement dans leurs zones géographiques » et autour des deux tiers d'entre eux saluent la qualité de leurs productions agricoles en matière de rhum (71%) et de bananes (64%).

... et plus comme un atout que comme un handicap pour la métropole

- **Contrairement aux idées reçues, une très large majorité de Français de l'hexagone estiment que les territoires d'Outre-Mer représentent un atout pour la France sur le plan économique.** Cet avantage pour la communauté nationale est particulièrement perçu en matière de tourisme (à 93%) et de production agricole telles que le rhum ou les bananes (à 90%). Les Français non-originaires des DOM-TOM les voient aussi clairement comme un atout pour l'exploitation économique du domaine maritime (à 71%) et les arts et la culture (à 62%). Et ils sont également une majorité – mais plus courte (56%) – à y voir un avantage pour favoriser les échanges commerciaux du pays avec le reste du monde.
- De même, **les Français de l'hexagone perçoivent les territoires d'Outre-Mer comme un atout pour le rayonnement de la France dans le monde (à 72%), et tout particulièrement sur le plan militaire et diplomatique.** Une majorité d'entre eux (58%) les jugent ainsi « utiles » pour la « défense et l'action militaire de France, sachant que, très logiquement, les ultra-marins vivant en France métropolitaine sont encore plus nombreux à le penser (72%). De même, ils sont 48% (contre 40% d'avis contraire) à estimer qu'ils contribuent à renforcer le poids de la France dans les relations internationales.

L'indépendance des Territoires d'Outre-Mer : une option qui n'est ni envisagée, ni souhaitée par les Français vivant en métropole

- **A peine un quart des Français d'origine métropolitaine (25%) croient que les territoires d'Outre-Mer seront devenus indépendants dans une vingtaine d'années**, soit une proportion en retrait par rapport à ce que l'Ifop avait pu observer en 1998 (37%). On relève que les ultra-marins vivant en métropole sont à peine plus nombreux (30%) à envisager cette indépendance : la grande majorité d'entre eux (63%) estimant qu'ils « feront toujours partie de la République Française dans 20 ans ».
- Ce pronostic va de pair avec le souhait des personnes vivant en métropole. En effet, **à peine un quart des Français de l'hexagone (26%) se montrent favorables à l'indépendance**, ce qui marque plutôt une tendance à la baisse : ils étaient près d'un tiers à y être favorables en 1998 (32%).

Sur ce point, il est très intéressant de noter que **les métropolitains originaires d'outre-mer se montrent encore plus attachés au maintien des DOM-TOM dans la République française (à 61%) que les autres Français vivant dans l'hexagone (à 57%)** : seulement 29% d'entre eux souhaitent cette indépendance, principalement parmi les jeunes de moins de 35 ans, les catégories les plus populaires mais aussi les travailleurs indépendants qui sont près de la moitié (47%) à y être favorables (contre 35% des salariés du secteur public par exemple).

L'analyse détaillée des réponses des Français de l'hexagone sur le sujet montre quant à elle que les métropolitains favorables à l'indépendance ont un profil bien particulier : ils sont plutôt âgés (33% des personnes âgées de 65 ans et plus y sont favorables, soit trois fois plus que les moins de 25 ans), peu diplômés, situés dans les catégories populaires (31% des ouvriers y sont favorables, contre 24% des CSP+) et surreprésentés dans les rangs des sympathisants frontistes (à 43% favorables à leur indépendance, contre 23% des sympathisants de gauche).

Des Français disposés à quitter prestement la Métropole pour l'Outre-Mer en cas d'opportunité

- **61% des Ultra-marins vivant en Métropole et 46% des Français de l'Hexagone se déclarent ouverts à un départ dans un territoire d'Outre-mer en cas d'opportunité professionnelle**. Les positions sont cependant peu polarisées. Ceci implique que les personnes intéressées par une opportunité professionnelle sont prêtes à entendre parler et se laisser séduire par de telles perspectives sans pour autant franchir nécessairement le pas et s'engager jusqu'à un déménagement.

Mais cela induit parallèlement que **la proportion de personnes complètement fermées à un départ vers l'Outre-mer est relativement faible**. Dans les deux cibles de l'enquête, les personnes disposées à travailler dans un territoire d'Outre-Mer revêtent les mêmes caractéristiques sociodémographiques. Les populations les plus jeunes, les plus diplômées et les plus précaires sont ainsi les plus enclines à quitter l'hexagone dans un avenir proche si l'occasion d'y travailler se présentait.

L'investissement dans un territoire d'Outre-Mer séduit moins dans un avenir proche

- Notion plus difficilement appropriable, **l'investissement dans un territoire d'Outre-Mer dans un avenir proche – dans l'immobilier ou dans le capital d'entreprises locales – est une opportunité moins attractive.** Un peu moins d'un Ultra-marin vivant en Métropole (44%) et un Français de l'Hexagone sur cinq (22%) envisagent un tel investissement. Les personnes intéressées ont le même profil que celles séduites par l'opportunité d'aller travailler dans un territoire d'Outre-Mer, c'est-à-dire qu'elles sont plutôt jeunes, plutôt diplômées et qu'elles ne disposent d'un capital économique élevé.
- **La qualité de l'environnement et du cadre de vie apparaît comme la première et principale motivation à l'investissement** dans un département ou un territoire d'Outre-Mer. 63% des Ultra-marins vivant en Hexagone et 79% des Français de l'Hexagone évoquent cette raison comme déterminante dans leur choix d'investir. De manière générale, les Ultra-marins, certainement plus au fait de ces informations, citent davantage des raisons ayant trait aux aspects économiques et financiers de l'Outre-Mer, comme les incitations fiscales et autres formes d'aides publiques ou les prix du foncier et de l'immobilier. A contrario, deux raisons se détachent assez nettement par rapport aux autres pour expliquer le choix de ne pas investir : l'isolement géographique d'abord, et les difficultés sociales et économiques de ces territoires ensuite.

La perspective de vivre un séjour en Outre-Mer séduit nombre de personnes

- Au cours des cinq dernières années, **50% des Ultra-marins et 19% des Français de l'Hexagone déclarent s'être rendus dans un département ou un territoire d'Outre-Mer.** Les ressources financières apparaissent comme les principaux ressorts de ces voyages puisque ce sont les personnes les plus aisées qui ont le plus séjourné dans ces territoires (22% des personnes appartenant aux catégories moyennes supérieures et 36% de celles appartenant aux catégories aisées). La présence d'Ultra-marins dans son entourage semble corrélée également.
- Les destinations d'Outre-Mer sont pourtant très prisées des Français. **Deux tiers des Ultra-marins (68%) et plus de la moitié des Français de l'Hexagone (53%) ont le projet de se rendre dans un département ou un territoire d'Outre-Mer** que ce soit pour des raisons personnelles ou professionnelles. L'analyse des résultats de manière plus détaillée montre que ces projets ne sont cependant pas immédiats et envisagés pour la majorité dans une période supérieure à deux ans et plutôt par les personnes aux conditions financières les plus aisées.

La Réunion apparaît comme la destination la plus attractive en cas de départ dans les 24 prochains mois

- Dans la perspective de partir dans les vingt-quatre prochains mois, **45% des Français de l'Hexagone et 36% des Ultra-marins ont l'intention de se rendre à la Réunion**. L'île de l'Océan Indien devance l'archipel des Antilles, partagé entre la Martinique (39% de citations parmi les Français de l'Hexagone, 33% auprès des Ultra-marins) et la Guadeloupe (36% et 32%). Dans une moindre mesure, les futurs voyageurs se tournent également vers les territoires de l'Océan Pacifique que sont la Polynésie française (22% et 16%) et la Nouvelle-Calédonie (16%, et 14%). La Guyane s'avère quant à elle davantage prisée des Ultra-marins que des Français de l'Hexagone (15% et 9%).

Méthodologie

Étude réalisée par l'Ifop pour la Journée Outre-Mer Développement auprès

- d'un échantillon de **985 métropolitains non-originares d'Outre-Mer**, extrait d'un échantillon-maître de 1 050 personnes représentatif de l'ensemble de la population métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Par commodité, cet échantillon sera dénommé « **Français de l'hexagone** ».
- d'un échantillon de **552 métropolitains originaires d'Outre-Mer**, extrait d'un échantillon-maître de **8 654** personnes représentatif de l'ensemble de la population métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Par commodité, cet échantillon sera dénommé « **Ultra-marins** ».

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 18 février au 12 mars 2015.